

LA LETTRE DE FRANCE UNIE



EDITO

11 NOVEMBRE 2018 : LE FORUM MONDIAL DE LA PAIX A-T-IL DISSIPÉ LES DIFFÉRENDS ENTRE LES NATIONS ?

A l'occasion des cérémonies du Centenaire de l'Armistice, 72 Dirigeants et Chefs d'Etats se sont retrouvés à Paris, le 11 novembre 2018, pour un « Forum mondial de la Paix ». Comment ne pas saluer un tel événement à l'heure où des soubresauts inquiétants agitent notre monde devenu multipolaire. Un monde multipolaire, cela signifie des zones d'influence sur lesquelles agissent des puissances régionales dans le but de défendre, leurs propres intérêts.

Dans ce monde multipolaire, qui est l'allié de qui ? La redistribution des cartes sur la scène internationale rend plus difficile la compréhension des questions de sécurité. Comment interpréter l'attitude de la Russie ? Celle de la Turquie ? Or, la Russie et la Turquie sont des alliés indispensables dans la lutte contre DAESH. Les centaines de combattants islamistes réfugiés dans le sud-est de la Libye sont sous la surveillance de Moscou et d'Ankara, ce qui explique l'accueil réservé à Erdogan le Président turc, lors de ce Forum sur la Paix.

Il est évident que la montée des nationalismes vient contredire le projet de coopération internationale en faveur de la Paix défendu par Macron. Moscou ne s'embarrasse guère de considérations diplomatiques. Poutine, de la Crimée à Donbass, en passant par la Syrie, privilégie l'action unilatérale, afin de défendre les intérêts de son pays. Erdogan reste nostalgique de la grandeur de l'Empire Ottoman et il semble de plus en plus hostile à l'Union Européenne et aux prétentions des Occidentaux. La Pologne de Jaroslaw Kaczynski était absente, comme était absente la Hongrie de Viktor Orban. Les dirigeants de ces deux pays, qui s'appuient sur un nationalisme exacerbé, dénoncent l'« européenisme » de Macron et refusent les règles de l'Union Européenne.

Le Président américain, Donald Trump, a été contrarié par la déclaration d'Emmanuel Macron sur la nécessité de construire une défense européenne, afin de se protéger de la Russie, de la Chine et... des Etats-Unis, notre allié traditionnel. Pratiquant la diplomatie du tweet, Trump a dénoncé, dès sa descente de l'avion, dans un tweet rageur, cette méfiance de Macron à l'égard des Américains. Trump écrit dans son tweet :

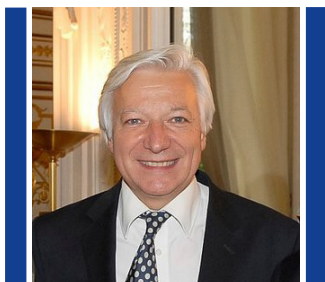
« Le Président Macron vient de suggérer que l'Europe construise sa propre armée pour se protéger contre les Etats-Unis, la Chine et la Russie. Très insultant, mais peut-être que l'Europe devrait d'abord payer sa part à l'OTAN que les Etats-Unis subventionnent largement ! »

Macron a eu tort d'exprimer une telle défiance à l'encontre de pays qui sont nos alliés dans la lutte contre l'islamisme radical. L'ennemi, aujourd'hui, est en effet cet islamisme radical qui instrumentalise une religion à des fins politiques. La montée en puissance de la Russie et de la Chine, en particulier dans le domaine militaire, rend à nouveau légitime la défense collective que représente l'OTAN. L'enjeu économique est, là aussi, très important : Macron ne veut pas augmenter le budget de la défense des pays européens pour acheter des armes américaines. Or, c'est ce que demande, implicitement, Trump.

Ce « Forum mondial de la Paix » du 11 novembre 2018 a eu le mérite d'exister. Macron voudrait le reconduire chaque année. C'est l'un des moyens qui peut aider à surmonter les différents entre les nations.

Marc FRAYSSE
Ancien Député
Président de France Unie

LA LETTRE DE FRANCE UNIE



Semaine du 16 novembre 2018

www.france-unie.fr

Sommaire

p1- Edito

11 novembre 2018 : le Forum mondial de la Paix a-t-il dissipé les différents entre les nations ?

p 2 - Sommaire

Informations importantes

p 3 - Politique

Pour Christine Lagarde, patronne du FMI : « Les élites n'ont pas conscience de ce qui se passe »

p 4 - Zoom : Spécial GILETS JAUNES

La colère des « Gilets jaunes », une protestation populaire citoyenne, indépendante des forces politiques

p 5 - Livre

p 6/7 - INVITATION - Les petits déjeuners de l'économie

Le Petit déjeuner de l'économie du
Vendredi 14 décembre 2018

Invité : Jean-Michel AULAS

Thème : OL CITY : Un nouveau modèle citoyen au service du Territoire et des Habitants

Informations importantes

France Unie vous informe que suite à une restructuration de la communication, la seule et unique boîte e-mail de contact est accueil.franceunie@gmail.com. Les autres boîtes e-mails ne seront plus lues.

Pour continuer à recevoir les lettres d'informations de France Unie ainsi que les invitations aux «Petits déjeuners de l'économie» et aux «Théâtre de la pensée», nous vous conseillons d'ajouter la boîte e-mail lalettre@franceunie.com à votre carnet d'adresse et de vérifier dans un premier temps vos boîtes «Spam» et/ou «Courriers indésirables» afin d'autoriser cette adresse mail à vous délivrer des messages.

Vous pouvez également vous inscrire aux newsletters sur cette adresse :

<https://www.france-unie.fr/newsletters/>

LA LETTRE DE FRANCE UNIE



POLITIQUE

**Pour Christine Lagarde, patronne du FMI :
« Les élites n'ont pas conscience
de ce qui se passe » !**

Décryptage de l'entretien réalisé par Nicolas Guerbe pour « Les Echos »

La chute du Mur de Berlin, qui marque la fin du monde communiste et le début du triomphe des idées libérales avec l'émergence, aux Etats-Unis, de Reagan, et en Angleterre de Thatcher. Les 'think tanks' américains vont mener une guerre des idées qui finira par la victoire d'un libéralisme mondialisé. Deux textes symbolisent cette période d'euphorie libérale et démocratique : l'article de Francis Fukuyama, 'La Fin de l'Histoire', publié en 1989, et le livre d'Alain Minc, 'La mondialisation heureuse', paru en 1999. Ces deux publications professent des idées libérales. Francis Fukuyama est loin d'affirmer que nous assistons à la fin de l'Histoire. Il dit précisément que la progression de l'Histoire n'est plus dictée par une guerre des idéologies, mais qu'elle prend la forme d'un consensus sur la démocratie et l'économie libérale. Pour Francis Fukuyama, avec la fin de la Guerre froide, les sociétés n'ont plus qu'un seul objectif : le propre perfectionnement démocratique. Alain Minc, avec le concept de « mondialisation heureuse », oppose le vieux monde et la modernité. Le sous-titre de son livre en édition de poche est révélateur d'un état d'esprit qui est celui des élites de l'époque : « La France sera-t-elle le mauvais élève de la modernité ? »

Dans son entretien, Christine Lagarde dénonce les effets pervers d'une mondialisation qui est loin d'être « heureuse », tout en dénonçant aussi les risques d'un retour au protectionnisme économique : « Il va falloir trouver les moyens de réinsérer les identités, les cultures et les langues dans une économie mondiale mieux ouverte. Retourner aux vieilles frontières commerciales serait terriblement dangereux. Il faut réinventer une autre mondialisation, un nouveau multilatéralisme. »

Là où Christine Lagarde se trompe, c'est lorsqu'elle dit que les risques ne sont pas économiques, même s'il faut surveiller cette économie mondialisée, mais

politiques : « [Le risque] est incontestablement politique. La situation économique conjoncturelle n'est pas alarmante en l'état, même s'il faut la surveiller de près et même s'il y a des inquiétudes structurelles fortes, par exemple sur le niveau d'endettement. En revanche, je suis profondément préoccupée par l'évolution politique du monde qui peut entraîner de lourdes conséquences économiques. »

Le risque est d'abord économique avec, dans tous les pays, y compris en Allemagne, le déclassement des classes moyennes et une aggravation des inégalités. L'effet politique est le suivant : la montée des populismes, l'arrivée au pouvoir de partis extrémistes et une révolte contre les élites et les partis politiques qui ont été incapables de répondre aux aspirations des populations. Vient s'ajouter le choc migratoire.

Là où Christine Lagarde a raison, c'est que « la réalité et l'épreuve du pouvoir arrondissent les angles. Le message des marchés produira ses effets. » C'est le cas en Grèce, en Italie. Les Italiens ne veulent pas quitter la zone euro. Même les partis populistes dépendent du pouvoir des marchés financiers pour assurer leur survie.

Christine Lagarde énumère, à la fin de son entretien, la liste connue des réformes libérales qu'il faut poursuivre, approfondir, afin de libérer l'initiative privée et « booster » la croissance. Est-ce le message que veulent entendre les peuples ?

Lors des élections européennes de 2019, ils voudront entendre parler d'une Europe qui protège dans tous les domaines, y compris celui du pouvoir d'achat.

Christian GAMBOTTI
Bureau des études
de France Unie

LA LETTRE DE FRANCE UNIE


ZOOM

La colère des « Gilets Jaunes », une protestation populaire citoyenne, indépendante des forces politiques

La Journée du 17 novembre se traduit par un appel au blocage des routes lancé par les « Gilets Jaunes », une action que tentent de s'approprier tous les partis politiques de droite comme de gauche. La colère et le mécontentement des Français sont-ils assignables à une idéologie ? La réponse est évidemment « non ». Jean-Luc Mélenchon avait échoué à mobiliser la rue. Marine Le Pen tente de nous faire croire que les « Gilets jaunes » s'inscrivent dans un vaste mouvement de protestation inspiré par les thèses du Rassemblement national. Les Républicains tentent de prendre un train en marche. Les « écolos » sont très silencieux sur ce sujet, alors qu'ils militent pour la hausse des prix des carburants et une fiscalité écologique dissuasive.

Tous les partis politiques ont voulu taxer le diesel, en particulier Lionel Jospin qui, en 1998, défendait l'idée d'une convergence des prix entre l'essence et le diesel, pour, finalement, renoncer. Les « Bonnets rouges » ont fait reculer un gouvernement socialiste avec des ministres pourtant défenseurs irréductibles de la transition écologique, mais trop politiciens pour ne pas reculer. Emmanuel Macron maintient sa hausse des taxes des carburants. Mais, ces derniers jours, il tente de corriger cette hausse par des mesures d'accompagnement expliquées avec le plus grand sérieux par le ban et l'arrière-ban du gouvernement. Certaines de ces mesures font sourire, comme la prime à la conversion pour acheter un véhicule électrique que l'on trouverait sur le marché à 6 000 euros ! Les véhicules d'occasion électriques sont rares et chers : entre 10 000 et 15 000 euros. Une Smart For Two électrique d'occasion (2014) est affichée à plus de 9 000 euros. Il faut ajouter la location de la batterie (65 euros par mois).

Pour une famille aux revenus modestes, ces mesures d'accompagnement pourraient figurer dans un dépliant publicitaire sur le « meilleur des mondes » que nous offrent une « mondialisation heureuse » et les élites « bobo » parisiennes, dont l'environnement n'est pas celui « du diesel et des clopes ». Le problème de la politique, c'est qu'elle marche souvent à côté du réel, habituée qu'elle est à se référer à de grandes idéologies et à raisonner par grandes masses. Or, le réel, c'est d'abord chaque individu confronté aux réalités du quotidien. La politique doit a) apporter des réponses à chaque individu, b) transformer le patchwork des destinées individuelles en une destinée collective, c'est ce qui fait « société », mais aussi nation et patriotisme.

La colère qui s'exprime n'est ni de droite ni de gauche, elle est citoyenne. D'ailleurs, les revendications des porte-paroles mis en avant par les médias étonnent par leur naïveté économique qui est celle du « yakafokon » : « Yaka » rendre l'ISF ! « Fokon » supprime les taxes sur les carburants ! Jacline Mouraud est devenue une sorte de symbole de cette colère citoyenne qu'aucun parti politique ne peut instrumentaliser, car elle est apolitique pour celle de la très grande majorité des « Gilets jaunes ». Il faut « respecter la colère des Français », dit Macron. Il ne s'agit pas de la respecter uniquement, mais d'y répondre. L'année 2019 sera l'année des réponses apportées à la question sociale. Seront-elles suffisantes ?

Marc FRAYSSE
Ancien Député
Président de France Unie

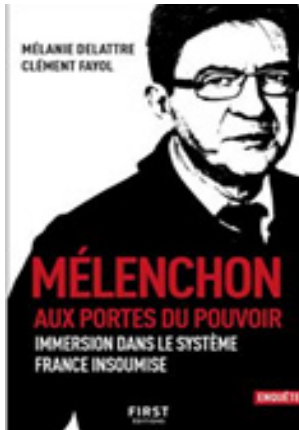
LA LETTRE DE FRANCE UNIE



LIVRE

CE QUE NOUS VOUS CONSEILLONS

Clément Fayol, Mélanie Delattre, Mélenchon aux portes du pouvoir -Immersion dans le système France Insoumise, Ed. FIRST, 8 novembre 2018.



Présentation de l'éditeur

Jean-Luc Mélenchon est l'autre gagnant de la présidentielle 2017. Fort de ses sept millions de voix, il se positionne comme l'opposant numéro 1 à Emmanuel Macron, avec en ligne de mire un second tour inédit en 2022. Mais comment ce pur produit de la vie politique dans laquelle il évolue depuis quarante ans, républicain convaincu et franc-maçon, est-il parvenu à s'imposer comme l'homme du renouveau, de la vertu et l'ambassadeur de l'antisystème ? Dans cette minutieuse enquête, Mélanie Delattre et Clément Fayol nous emmènent au cœur de la nébuleuse France insoumise, tout jeune mouvement qui se veut populaire et innovant mais se révèle gangrené par les mêmes travers que ceux qu'il vilipende : une organisation verrouillée par un chef omnipotent et ses fidèles lieutenants, d'habiles optimisations de campagne, d'encombrants protégés et de vieux réseaux qui se mêlent à une jeune garde maîtrisant sur le bout des doigts les codes du marketing et de la communication politique. S'il peut compter sur une armée de militants séduits par le discours de leur leader charismatique, Jean-Luc Mélenchon s'appuie avant tout sur une poignée d'alliés de longue date, cooptés pour conquérir le pouvoir et pour qu'advienne la « révolution populaire ». Aujourd'hui, leur objectif est clair : prendre l'Élysée. Un éclairage inédit sur le monde très fermé des insoumis, ses finances, ses lieutenants et son incontournable chef de file, presque aussi insaisissable que son hologramme.

Les auteurs, Mélanie Delattre et Clément Fayol, sont deux journalistes qui ont mené une enquête au cœur du parti La France Insoumise.

L'Avis de France Unie

Un livre à lire pour bien comprendre le système Mélenchon et l'offre politique qui est la sienne. La stratégie de conquête du pouvoir repose sur deux principes : 1) un mouvement, pas un parti, ouvert, pour l'image 2) une avant-garde, peu nombreuse, mais soudée par l'idéologie. Les auteurs écrivent : « le parti (...) se présente comme le plus ouvert, comme le plus démocratique, mais en réalité, c'est le plus fermé. La garde rapprochée de Jean-Luc Mélenchon, ce sont des gens qui sont autour de lui depuis très longtemps ». Ce mode de fonctionnement est caractéristique de la stratégie de conquête du pouvoir par les communistes.

France Unie
Direction des Etudes

INVITATION

NOUS AURONS L'HONNEUR ET LE PLAISIR D'ACCUEILLIR :

JEAN-MICHEL AULAS, PRÉSIDENT DE L'OLYMPIQUE LYONNAIS,
PRÉSIDENT FONDATEUR DE CEGID

Nous aurons l'honneur et le plaisir d'accueillir : Jean-Michel AULAS à notre 59 ^{ème} édition	Thème : OL CITY : Un nouveau modèle citoyen au service du Territoire et des Habitants
Vendredi 14 décembre 2018 A partir de 7 h 45 Au SOFITEL Lyon Bellecour 20, quai Gailleton – 69002 Lyon Participation : 18€/personne	 Jean-Michel AULAS Président de l'Olympique Lyonnais Président Fondateur de CEGID

Le vendredi 14 décembre 2018

Sur le thème :

OL CITY : Un nouveau modèle citoyen au service du Territoire et des Habitants

A partir de 7 h 45

Au SOFITEL Lyon Bellecour
20 quai Gailleton, 69002 Lyon

Inscription en ligne : <https://goo.gl/forms/heFNOpCNka8K6x6D2>

Ou formulaire papier à imprimer en bas de la lettre.



NOM : _____

Prénom : _____ Né(e) le : _____

Adresse : _____

Code postale : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Tel : _____ Portable : _____

Profession : _____

Mandat électif : _____ Lieu : _____

<input checked="" type="checkbox"/> ADHESION	<input type="checkbox"/> RENOUELEMENT
<input checked="" type="checkbox"/> Cotisation simple	1an : 30 €
<input checked="" type="checkbox"/> Cotisation couple (joindre un bulletin pour le conjoint)	1an : 40 €
<input checked="" type="checkbox"/> Cotisation réduite (moins de 26ans, étudiants, demandeurs d'emploi)	1an : 15 €
<input type="checkbox"/> Soutien je désire faire un don pour soutenir France Unie €

Date et Signature obligatoires :

Merci de remplir le plus lisiblement possible ce document et de nous le renvoyer à l'adresse indiquée.
Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de modification aux données personnelles qui vous concernent. Seule l'association France Unie est destinataire des informations que vous lui communiquez.

INVITATION

LES PETITS-DEJ'
DE L'ECONOMIE
La confiance est dans l'action !

Marc FRAYSSE, ancien Député, Président de l'association France Unie,
a le plaisir de vous convier à la prochaine édition des PETITS-DEJ' DE L'ECONOMIE,
moments d'échanges d'idées et d'expressions,
pour toutes celles et tous ceux qui souhaitent contribuer au débat citoyen.

Nous aurons l'honneur
et le plaisir d'accueillir :
Jean-Michel AULAS
à notre 59^{ème} édition

Thème :
**OL CITY : Un nouveau modèle citoyen
au service du Territoire et des Habitants**

Vendredi 14 décembre 2018
A partir de 7 h 45

Au SOFITEL Lyon Bellecour
20, quai Gailleton – 69002 Lyon

Participation : 18€/personne



Jean-Michel AULAS
Président de
l'Olympique Lyonnais
Président Fondateur
de CEGID



NOM : PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL : VILLE :
TELEPHONE : COURRIEL :

- N'assistera pas à cet événement
 Sera présent le vendredi 14 décembre 2018 à la 59^{ème} édition des "PETITS-DEJ' DE L'ECONOMIE"

Participation : 18 euros par personne

Règlement à votre convenance, soit par courrier (chèque à l'ordre de l'Hôtel Sofitel) soit sur place (CB ou espèces).

Vous pouvez vous inscrire :

- Par courrier : France Unie – 1 cours de la République – 69100 Villeurbanne
- Par courriel : accueil.franceunie@gmail.com
- Par téléphone : 04 37 47 83 23 - 07 89 84 04 75
- En ligne : <https://goo.gl/forms/heFNOpCNka8K6x6D2>

*(Pour information, votre inscription engage France Unie auprès de l'Hôtel Sofitel.
Aussi, en cas d'empêchement, auriez-vous l'obligeance de nous prévenir au moins 48 h à l'avance, merci !).*